



Commentaires sur les résultats Comptes Consolidés au 31 mars 2024

(chiffres non audités)



EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS

1	FAITS MARQUANTS DE LA PÉRIODE	5
1.1	Green up - Le nouveau plan stratégique 2024-2027	5
1.2	Évolution de l'activité et des résultats	6
1.3	Réalisations ESG dans le cadre de la performance plurielle	7
1.4	Évolutions au sein du Groupe - Programme stratégique	8
1.5	Financement du Groupe	9
1.6	Évolution de la gouvernance	10
2	INFORMATIONS COMPTABLES ET FINANCIÈRES	12
2.1	Chiffres clés	12
2.2	Chiffre d'affaires du Groupe	13
2.3	EBITDA du Groupe	16
2.4	Autres éléments du compte de résultat	18
3	FINANCEMENT	20
3.1	Évolution du free cash-flow et de l'Endettement financier net	20
4	AUTRES ÉLÉMENTS	22
4.1	Perspectives	22
5	ANNEXES	24
5.1	Définitions	24

Message de la directrice générale

Estelle Brachlianoff, directrice générale du Groupe, a déclaré : « Nous avons commencé l'année 2024 avec une forte demande pour nos services, qui s'est traduite par une croissance importante de 3,9 %⁽¹⁾⁽²⁾ du chiffre d'affaires. Cette demande est particulièrement soutenue dans nos activités boosters, et notamment les technologies de l'eau, où le chiffre d'affaires a progressé de 15 %⁽²⁾ avec les commandes en hausse de 50 %. Nos activités socles dans l'eau et les déchets ont également enregistré une croissance organique solide.

Nous avons continué à démontrer notre leadership technologique et notre approche innovante pour fournir à nos clients le service d'eau du futur, notamment par le renouvellement du contrat phare avec le Syndicat des Eaux de l'Île-de-France, d'une valeur totale de 4 milliards d'euros, et pour trouver les solutions qui nous permettent aujourd'hui d'être prêts pour lutter contre les polluants émergents, comme les PFAS, dans l'eau potable aux États-Unis et en France.

Cette dynamique commerciale conjuguée à une stricte discipline financière a permis de faire progresser notre EBITDA de 5,7 %⁽²⁾ et notre EBIT courant de 11,1 %⁽²⁾. De très bons résultats, en ligne avec les priorités stratégiques du plan GreenUP, qui nous permettent de confirmer pleinement nos objectifs pour l'ensemble de l'exercice.»

⁽¹⁾ hors effet de la variation du prix des énergies

⁽²⁾ à périmètre et change constants

1

FAITS MARQUANTS DE LA PÉRIODE

1 Faits marquants de la période

1.1 GREEN UP - LE NOUVEAU PLAN STRATÉGIQUE 2024-2027

Le 29 février 2024, le Groupe a dévoilé son nouveau Plan stratégique 2024-2027 GreenUp. Idéalement positionnée sur le marché de la transformation écologique en plein essor et estimé à environ 2 500 milliards d'euros, Veolia accélère la croissance rentable de ses activités à l'échelle mondiale avec son nouveau plan GreenUp tout en renforçant ses engagements de décarbonation. Pour cela, le Groupe se concentrera en priorité sur ses solutions à fort impact - les boosters. Il s'agit des solutions les plus indispensables et les plus transformatrices dans les domaines de l'eau, de l'énergie et des déchets.

Leur déploiement rapide et à grande échelle permettra d'effacer 18 millions de tonnes de CO₂ du Scope 4¹ à horizon 2027 et préserver 1,5 milliards de m³ d'eau. Cet impact démontre l'importance de consacrer des efforts au verdissement, à la transformation, et pas seulement à ce qui est déjà "vert".

C'est le moyen le plus efficace de concilier économie et écologie et c'est l'objectif de GreenUp. Veolia accélère par ailleurs sa propre trajectoire de décarbonation, avec une réduction des émissions (scope 1 & 2) de -50 % d'ici à 2032, compatible avec la trajectoire de 1,5°C de réchauffement de l'accord de Paris. Veolia est en ordre de marche pour tirer parti des opportunités de croissance, capitaliser sur sa position clé sur le marché, et donc bénéficier du dividende du champion.

Le Groupe vise ainsi plus de 8 milliards d'euros d'EBITDA en 2027 et en moyenne 10 % de croissance annuelle de son résultat net courant sur 2023-2027.

Pour réaliser sa croissance, Veolia agit comme un intégrateur de solutions, en combinant ses différents métiers – eau, déchet, énergie – pour aider ses clients à se décarboner, à dépolluer et régénérer les ressources. Pour ce faire, le Groupe s'appuie sur la conjugaison de ses activités socles à des boosters de croissance, et sa présence dans les différentes géographies afin de dupliquer des solutions éprouvées dans l'un des 44 pays où il est présent.

Boosters, et développement du digital & de l'innovation technologique

Fers de lance de la croissance de Veolia, les boosters constituent des activités stratégiques auxquelles le Groupe consacrera une part prépondérante de ses ressources, dans le cadre de son plan GreenUp. Elles pèsent déjà 30 % de son chiffre d'affaires, et généreront 70 % de sa croissance 2024-2027. Veolia y allouera la moitié des investissements de croissance, soit 2 milliards d'euros, autant que pour l'ensemble des activités du précédent plan stratégique.

Les boosters GreenUp sont :

- **l'énergie locale décarbonante**, au travers des bioénergies, de l'efficacité énergétique des bâtiments et des industries, et la flexibilité électrique,
- **les technologies d'eau et nouvelles solutions** qui permettent de préserver les ressources en eau et de traiter les nouveaux polluants,
- **le traitement des déchets dangereux** qui permet de traiter les éléments les plus toxiques et nocifs pour protéger les écosystèmes et la santé des populations.

Déjà acteur de premier plan dans la recherche et le développement de solutions environnementales, avec 14 centres de recherche dans le monde, le Groupe va fortement accélérer ses investissements dans l'innovation avec 200 millions d'euros supplémentaires pour concevoir les technologies du futur.

Veolia prévoit également d'augmenter les gains d'efficacité qu'apportent le digital et l'intelligence artificielle, au sein de son plan d'économies annuel, notamment pour optimiser la consommation d'eau et d'énergie de ses clients, le tri et le recyclage des déchets, ainsi que renforcer la maintenance prédictive.

Activités socles

L'accélération de GreenUp s'appuiera sur les activités socles du Groupe, le terreau sur lequel ces boosters peuvent se développer. Ils pèsent 70 % de l'activité de Veolia aujourd'hui et continueront à alimenter sa croissance dont ils représenteront 30 % à échéance 2027 avec 2 milliards d'euros d'investissement consacrés dans le cadre du plan.

Ce sont des bases robustes des services essentiels aux territoires ou aux industriels, souvent comparables à des infrastructures. Pour ces activités telles que les réseaux de chaleur, l'eau municipale ou la gestion des déchets solides, Veolia travaille à maintenir son excellence opérationnelle et poursuivre ses efforts d'innovation.

Les engagements de GreenUp 2024-2027

- croissance solide du chiffre d'affaires ⁽¹⁾
- économies de coûts de 350 millions d'euros par an
- EBITDA supérieur ou égal à 8 milliards d'euros en 2027
- croissance annuelle du résultat net courant d'environ 10% sur 2023-2027 ⁽²⁾
- levier financier inférieur ou égal à 3x
- croissance du dividende en ligne avec le BNPA courant
- 4 milliards d'euros d'investissements de croissance dont 2 milliards priorités sur 3 activités stratégiques (les boosters de croissance)
- Décarbonation : 18 millions de tonnes de CO₂ effacées en 2027 (scope 4) & trajectoire de baisse des émissions compatible avec 1,5°C de réchauffement (scope 1 & 2)
- Régénération : 1,5 milliard de m³ d'eau douce économisée en 2027
- Dépollution : 10 millions de tonnes de déchets dangereux et de polluants traités en 2027

(1) hors prix des énergies

(2) A taux de change constant

¹ L'introduction d'un indicateur scope 4 aurait pour objectif de mesurer et de reconnaître la transformation écologique et notamment la décarbonation des activités industrielles et économiques. Les émissions évitées du scope 4, qui quantifient le CO₂ qui aurait été émis dans l'atmosphère, correspondent à l'impact positif des solutions de décarbonation mises en place. Complémentaire des scopes 1, 2 et 3, le scope 4, permettrait d'orienter ainsi les décisions économiques, financières et réglementaires vers une véritable décarbonation globale et collective de la planète.

1.2 ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS

Un très bon début d'année marqué par des résultats solides

Les résultats du premier trimestre 2024 traduisent un très bon début d'année. Ils font ressortir une solide croissance du chiffre d'affaires hors prix des énergies, de l'EBITDA et de l'EBIT Courant, en dépit d'un effet climat défavorable.

Ces résultats confirment la solidité du modèle d'affaires du Groupe et sa capacité à délivrer une solide croissance organique, grâce à sa position de leader dans les principaux pays d'implantation, à une empreinte géographique équilibrée et à un portefeuille d'activités diversifiées et complémentaires. La solide progression du chiffre d'affaires provient de la croissance des activités socles Eau et Déchets et de la forte croissance des boosters, notamment les Technologies de l'eau

en millions d'euros	31 mars 2023	31 mars 2024	Variations 2024 / 2023	
			à change constant	périmètre et change constants
Chiffre d'affaires	12 007	11 556	-1,9 %	-1,7 %
EBITDA	1 574	1 624	6,9 %	5,7 %
EBIT Courant ⁽ⁱ⁾	788	843	12,3 %	11,1 %
Endettement financier net ⁽ⁱ⁾	-18 727	-18 997		

(i) Les définitions des indicateurs sont indiquées dans la section 5.1 infra.

Le chiffre d'affaires au 31 mars 2024 s'établit à 11 556 millions d'euros et varie de -1,7 % à périmètre et change constants. Hors prix des énergies, le chiffre d'affaires progresse de +3,9% à périmètre et change constants.

- Les activités de l'**Eau** sont en croissance organique de +6,5 % en raison d'un très bon niveau d'activité dans les Technologies de l'Eau et de l'effet des révisions tarifaires, et bénéficient d'un bon niveau d'activité travaux et des volumes bien orientés ;
- Les activités de **Déchets** progressent de +5,5 %, tirées par l'effet des révisions de prix, des volumes en légère hausse et une bonne performance des activités de traitement des déchets dangereux ;
- Les métiers de l'**Énergie** varient de -16,5 %, à périmètre et change constant en raison de l'effet de la baisse des prix des énergies et dans une moindre mesure, d'un effet climat négatif de -1,0%. Ils bénéficient d'une forte dynamique commerciale dans les services d'efficacité énergétique en Belgique, en Italie, au Moyen Orient et à Hong Kong.

L'EBITDA au 31 mars 2024 s'établit à 1 624 millions d'euros en hausse de +5,7 % à périmètre et change constants. La baisse des prix de l'énergie impactant le chiffre d'affaires a peu d'effet sur l'EBITDA en raison de la baisse des coûts d'achat de l'énergie. L'EBITDA bénéficie également au premier trimestre des gains générés par les programmes d'efficacité opérationnelle à hauteur de 88 millions d'euros et des synergies dans le cadre de l'intégration de Suez, à hauteur de 42 millions d'euros, en avance par rapport à l'objectif.

L'EBIT courant s'établit à 843 millions d'euros, en progression de +11,1 % à périmètre et change par rapport au 31 mars 2023.

L'endettement financier net s'élève à 18 997 millions d'euros au 31 mars 2024. Il est en légère hausse par rapport au 31 mars 2023, principalement en raison d'effets défavorables impactant la variation de Besoin en Fonds de Roulement du premier trimestre 2024.

1.3 RÉALISATIONS ESG DANS LE CADRE DE LA PERFORMANCE PLURIELLE

Veolia en tant qu'entreprise ESG de référence, renouvelle sa démarche de performance plurielle dans le cadre de GreenUp. Avec GreenUp, véritable outil de suivi de toutes les dimensions de la performance (vis-à-vis des employés, de la société, de la planète, des clients et des actionnaires), Veolia a redéfini pour les 4 ans à venir ses objectifs prioritaires de performance plurielle.

Dans un souci de simplification pour une meilleure appropriation et d'alignement avec le nouveau programme stratégique GreenUp, le référentiel de performance plurielle a été réduit à 15 objectifs, tout comme le nombre d'indicateurs de performance Groupe associés.

Engagements environnementaux

Engagement Net Zero Carbone 2050

- Veolia a publié son rapport climat le 29 février 2024, qui détaille la trajectoire net zéro à horizon 2050 et prévoit une baisse de 50% des émissions des scopes 1 et 2 à l'horizon 2032 par rapport à 2021. La réduction des scopes 1 et 2 fait partie des 15 indicateurs de performance plurielle retenus dans le cadre de GreenUp.
- Dans le cadre de GreenUp, Veolia a renouvelé son engagement en termes de sortie du charbon en Europe, avec un programme d'investissement massif de 1,6 milliard d'euros d'ici 2030, qui conduira à une réduction de 2,7 millions de tonnes de CO₂ émis. Au 31 mars 2024, le montant cumulé des investissements de Veolia dans des projets de décarbonation en Europe centrale et orientale atteint 623 millions d'euros.
- Veolia s'engage aussi sur la décarbonation de ses clients en se fixant pour cible de générer 18 millions de tonnes de CO₂ équivalents d'émissions effacées (scope 4) en 2027.
- En France, Veolia accélère le déploiement d'énergies décarbonées locale avec la solarisation de ses sites de stockage de déchets en post-exploitation. Le groupe prévoit de lancer le développement de plus de 40 projets solaires sur des installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND), pour une capacité installée de 300MW d'énergie renouvelable, correspondant à la consommation d'environ 130 000 habitants. Les premières installations seront opérationnelles dès 2027.

Le « Net Zero Water » : une gestion durable des ressources en eau

- Veolia s'engage d'autre part à préserver l'eau douce et à régénérer les ressources. Une cible à 2027 d'1,5 milliards de mètres cubes d'eau douce préservée a ainsi été fixée. Elle repose sur la réduction des fuites sur les réseaux d'eau potable ainsi que sur la production d'eaux alternatives (réutilisation des eaux usées traitées ou dessalement d'eau de mer).

Protection de l'environnement et de la biodiversité

- Veolia s'engage également à accélérer la dépollution des milieux et à préserver la biodiversité. Après la mise à jour de l'identification de ses sites sensibles, le groupe déploie des plans d'action pour chacun d'eux avec l'objectif d'en réaliser au moins 85% à l'horizon 2027.
- Dans le cadre de son plan stratégique GreenUp, le groupe s'engage à combattre les pollutions et préserver la santé des populations en visant de traiter 10 millions de tonnes de déchets dangereux à

l'issue du plan.

Engagements sociaux

- Les engagements sociaux et sociétaux du Groupe sont renouvelés dans le cadre du programme GreenUp.
- Pour l'objectif de santé, de sécurité et de bien-être des collaborateurs, Veolia s'est engagé à réduire son taux de fréquence des accidents avec arrêts de près d'1 point (de 5,0 à 4,1) à horizon 2027.
- Veolia s'engage sur des objectifs de diversité et d'inclusion, avec entre autres la poursuite de la féminisation de ses cadres dirigeants appartenant au comité de direction du groupe (supérieur à 30% dès 2026).
- Veolia a relevé de 5 points la cible du taux d'engagement de ses salariés, validé par une enquête indépendante, en la fixant à 85% dès 2024.
- En termes de responsabilité sociétale vis-à-vis des territoires où le groupe opère, Veolia s'engage à venir en soutien aux communautés locales. A ce titre, le groupe a fixé une cible 2027 de 8,4 millions de personnes bénéficiant d'un dispositif inclusif d'accès à un service essentiel (eau, assainissement, énergie, gestion des déchets) grâce à l'action du groupe.

Engagements sur la gouvernance

- Veolia renouvelle un objectif ambitieux en matière d'éthique et d'intégrité dans la conduite de ses activités dans le cadre de son nouveau programme stratégique.
- Le 18 mars 2024, le Groupe a lancé l'école Terra Academia en France, dont la mission est de faire progresser la façon dont on conçoit et diffuse les connaissances sur les métiers de l'environnement et d'accélérer la formation pour répondre aux besoins d'aujourd'hui et de demain. Veolia, membre fondateur, a initié le concept de cette première école territoriale et y apportera sa connaissance des métiers et des solutions de décarbonation, de dépollution et de régénération des ressources, ainsi que son engagement historique pour l'environnement.

1.4 ÉVOLUTIONS AU SEIN DU GROUPE - PROGRAMME STRATÉGIQUE

1.4.1 Innovations et développements commerciaux

Le Groupe poursuit en 2024 ses innovations et développements commerciaux, à la fois sur ses activités socles et ses boosters de croissance définis dans le cadre de son nouveau programme stratégique GreenUp.

Activité socle - Eau Municipale

■ Signature du contrat du SEDIF

Le 25 janvier 2024, le Syndicat des Eaux d'Ile-de-France (SEDIF) a retenu Veolia pour la gestion de son service public d'eau potable de 2025 à 2036, considérant son offre comme la meilleure et la plus adaptée aux enjeux qu'il avait définis dans son cahier des charges. Ce contrat, d'une valeur cumulée de 4 milliards d'euros sur 12 ans, couvre la distribution de l'eau pour 4 millions d'habitants de 133 communes d'Ile-de-France. L'offre de Veolia intègre des innovations sans précédent, en particulier la filtration membranaire de pointe combinant la nanofiltration et l'osmose inverse pour traiter les micropolluants, ou la décarbonation du service de l'eau grâce à une énergie à faible émission de carbone.

Activité socle - Déchets solides

■ Démarrage réussi d'une nouvelle usine de recyclage de plastique au Japon

En 2024, Veolia, en partenariat avec le conglomérat Mitsui et le groupe de distribution japonais Seven & i, a mis en service Circular-PET (C-PET). C-PET est une nouvelle usine de production de plastique recyclé au Japon, et constitue un exemple de modèle économique circulaire dans lequel les bouteilles PET usagées sont collectées et recyclées comme matières premières pour produire de nouvelles bouteilles PET. L'usine a une capacité annuelle de 25 000 tonnes et permet d'éviter 27 500 tonnes de CO₂.

Booster - Technologies de l'eau et nouvelles solutions

■ Construction de l'usine de dessalement de Hassyan, à Dubaï

Veolia a remporté le contrat pour la construction de l'usine de dessalement d'eau de mer de Hassyan, à Dubaï. Ce projet confié par l'autorité de l'électricité et de l'eau de Dubaï (DEWA) et ACWA Power, d'un montant de 320 millions de dollars américains, permettra d'approvisionner la région en eau potable grâce à la technologie de pointe d'osmose inverse à haute efficacité énergétique. L'usine de Hassyan sera l'une des plus grandes installations de dessalement au monde, avec une capacité de production de 818 000 m³ d'eau potable par jour.

Booster - Bioénergie, flexibilité et efficacité énergétique

■ Acquisition des actifs d'Uniper en Hongrie

Le 19 février 2024, Veolia via sa filiale hongroise a signé un accord avec Uniper pour l'acquisition d'une centrale électrique d'une capacité installée d'environ 430 mégawatts. Cette installation vient compléter le portefeuille d'énergie flexible de Veolia pour répondre aux besoins des systèmes électriques résilients.

Le positionnement unique de Veolia illustré par les récents développements liés aux PFAS

Les réglementations émergentes sur les PFAS (ou polluants éternels) aux États-Unis ouvrent un marché estimé à 200 milliards de dollars américains, à adresser avec des solutions innovantes visant à protéger l'eau potable, traiter les eaux usées et assainir les sites contaminés, en

s'appuyant sur des technologies de pointe dont le Groupe dispose comme la filtration sur membrane et la gestion des déchets dangereux.

En France, Veolia mène une campagne d'envergure sans précédent pour détecter la présence de PFAS dans l'eau potable. A ce stade, deux tiers des sites de production d'eau potable ont déjà été couverts par cette vaste campagne de détection. Les résultats obtenus sont encourageants, avec un taux de conformité de 99% par rapport aux normes en vigueur.

1.4.2 Opérations de périmètre

Au 31 mars 2024, les principales évolutions de périmètre sont les suivantes :

■ Acquisition de Hofmann (Allemagne)

Le 1er mars 2024, le Groupe a finalisé l'acquisition des activités de recyclage et de gestion des déchets de Friedrich Hofmann GmbH pour un montant de 278 millions d'euros.

Cette acquisition permet au Groupe d'étendre sa présence géographique sur le marché allemand. En effet, le groupe Hofmann est actif dans le sud-est de l'Allemagne, notamment dans la région de Nuremberg. Les activités de l'entreprise se concentrent sur la collecte, le tri, la valorisation, le recyclage et le négoce de matières premières secondaires.

■ Cession de la SADE (France)

En date du 16 février 2024, le groupe a signé un *Share Purchase Agreement* en vue de l'acquisition par NGE, groupe indépendant de travaux publics, de la SADE, filiale du Groupe détenue à 100% spécialisée dans la construction et la remise en état des réseaux d'eau et d'infrastructure. Le *closing* de l'opération a été réalisé le 29 février 2024. Le montant de l'opération s'élève à 198 millions d'euros dont un paiement différé de 20 millions d'euros.

Pour rappel, les activités de la SADE, centrées sur les travaux de génie civil et la construction de réseaux principalement dans le secteur de l'eau, représentent un chiffre d'affaires annuel d'1,1 milliards d'euros en 2023 et un effectif d'environ 6 900 collaborateurs.

Au 31 décembre 2023, les actifs et passifs de la Sade avaient été reclassés en actifs et passifs destinés à la vente.

■ Consolidation de la Lydec (Maroc)

Sur le premier trimestre 2024, les échanges entre le Groupe et les autorités marocaines ont progressé en vue d'une cession totale de la participation du Groupe dans la Lydec à l'État marocain.

S'agissant du Conseil de la Concurrence, celui-ci a émis ses conclusions définitives fin mars, confirmant une amende de 9 millions d'euros provisionnée dans les comptes du groupe, entérinant le projet de cession à l'État marocain comme étant de nature à répondre aux préoccupations de concurrence et en conséquence clôturant l'enquête ouverte à l'encontre de Veolia.

Veolia et l'État marocain poursuivent activement leurs discussions en vue de la signature d'un accord de cession de la Lydec à l'État marocain aux alentours de la fin du premier semestre 2024.

Dans ce contexte, en application de la norme IFRS5, le Groupe a classé en "actifs et passifs" destinés à la vente sa participation dans la Lydec au 31 mars 2024.

1.5 FINANCEMENT DU GROUPE

1.5.1 Structure de la dette du Groupe

L'endettement financier net au 31 mars 2024 s'élève à 18 997 millions d'euros. Le niveau de trésorerie au 31 mars 2024 s'élève à 8 429 millions d'euros après remboursement d'une dette obligataire de 750 millions d'euros arrivée à échéance le 14 janvier 2024.

L'impact de change y compris la variation de juste valeur sur l'endettement financier net est favorable, et il s'établit à 81 millions d'euros au 31 mars 2024.

Le Groupe dispose de lignes de liquidités pour un total de 5 914 millions d'euros⁽¹⁾, lui permettant ainsi de bénéficier d'une forte position de liquidité nette, qui s'élève à 6 517 millions d'euros au 31 mars 2024.

Le 15 mars 2024, Veolia Environnement a notifié le remboursement d'une souche hybride, pour un nominal restant de 203 millions d'euros, remboursement effectif en date du 19 avril 2024.

1.5.2 Émission des emprunts obligataires

Veolia Environnement n'a pas eu besoin d'émettre de nouvelle dette obligataire au 31 mars 2024, compte tenu de son niveau suffisant de liquidités pour couvrir ses échéances.

1.5.3 Confirmation de la perspective de crédit

Le 4 avril 2024, Standard and Poor's a confirmé la notation de crédit de Veolia Environnement, A-2/BBB avec une perspective stable. De son côté, Moody's a confirmé, le 10 avril 2024, la notation P-2/Baa1 avec une perspective stable.

1.5.4 Paiement du dividende

L'assemblée générale mixte des actionnaires du 25 avril 2024 a approuvé le versement d'un dividende de 1,25 euro par action au titre de l'exercice 2023, payable en numéraire. Les dividendes 2023 ont été versés à compter du 10 mai 2024 pour un montant total de 894 millions d'euros.

¹ Le Groupe dispose d'une ligne de crédit syndiquée pour 4 500 millions d'euros ainsi que de lignes de crédit bilatérales pour 1 414 millions d'euros.

1.6 ÉVOLUTION DE LA GOUVERNANCE

Dans le cadre du renouvellement annuel du conseil, le conseil d'administration, lors de sa séance du 12 mars 2024, a pris acte que le mandat de trois administrateurs venait à échéance à l'issue de l'assemblée générale du 25 avril 2024 (Mme Isabelle Courville, Mme Nathalie Rachou et M. Guillaume Texier) et que Mme Nathalie Rachou ne sollicitait pas le renouvellement de son mandat à l'issue de ladite assemblée générale. Sur recommandation du comité des nominations, le conseil d'administration, lors de cette même séance, a décidé de proposer à ladite assemblée générale, le renouvellement du mandat d'administrateur de Mme Isabelle Courville et M. Guillaume Texier et la nomination de Mme Julia Marton-Lefèvre en qualité d'administratrice.

L'assemblée générale mixte des actionnaires de Veolia Environnement du 25 avril 2024 :

- a renouvelé le mandat d'administratrice de Mme Isabelle Courville et le mandat d'administrateur de M. Guillaume Texier ; et

- a nommé Mme Julia Marton-Lefèvre en qualité d'administratrice ;

pour une période de quatre années qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

À la date du présent rapport de gestion, le conseil d'administration de Veolia Environnement se compose de quatorze administrateurs dont environ 73 % d'administrateurs indépendants (hormis les deux administrateurs représentant les salariés et l'administratrice représentant les salariés actionnaires), 54,5 %⁽¹⁾ d'administratrices, et un censeur :

- M. Antoine Frérot, *président du conseil d'administration* ;
- Mme Estelle Brachlianoff, *directrice générale* ;
- M. Pierre-André de Chalendar*, *administrateur référent* ;
- M. Olivier Andriès* ;
- Mme Maryse Aulagnon ;
- Mme Véronique Bédague* ;
- Mme Isabelle Courville* ;
- Mme Marion Guillou* ;
- M. Franck Le Roux, *administrateur représentant les salariés* ;
- Mme Julia Marton-Lefèvre* ;
- Mme Agata Mazurek-Bąk, *administratrice représentant les salariés actionnaires* ;
- M. Pavel Páša, *administrateur représentant les salariés* ;
- M. Francisco Reynés* ;
- M. Guillaume Texier* ;
- M. Enric Amiguet i Rovira, *censeur*.

* Membre indépendant

La composition des comités du conseil est la suivante :

- **Comité des comptes et de l'audit** : M. Guillaume Texier (président), M. Olivier Andriès, Mme Véronique Bédague, M. Franck Le Roux, et Mme Agata Mazurek-Bąk.
- **Comité des nominations** : M. Pierre-André de Chalendar (président), Mme Maryse Aulagnon, Mme Isabelle Courville et M. Antoine Frérot.
- **Comité des rémunérations** : M. Olivier Andriès (président), Mme Maryse Aulagnon, M. Pierre-André de Chalendar, Mme Marion Guillou, M. Franck Le Roux et M. Francisco Reynés.
- **Comité recherche, innovation et développement durable** : Mme Isabelle Courville (présidente), Mme Marion Guillou, Mme Julia Marton-Lefèvre, M. Pavel Páša et M. Guillaume Texier. M. Enric Amiguet i Rovira est invité permanent de ce comité.
- **Comité de la raison d'être** : M. Antoine Frérot (président), M. Olivier Andriès, M. Pierre-André de Chalendar, Mme Isabelle Courville, M. Franck Le Roux et M. Guillaume Texier.

Pour mener à bien sa mission, la directrice générale est assistée d'un comité exécutif, instance de réflexion, de concertation et de décision de politique générale visant à mettre en œuvre les grandes orientations du Groupe. Le comité est également consulté sur les sujets majeurs de la vie du Groupe.

Le comité exécutif se réunit mensuellement.

À la date du présent rapport de gestion, le comité exécutif est composé de 14 membres :

- Estelle Brachlianoff, directrice générale ;
- Isabelle Calvez, directrice des ressources humaines ;
- Sébastien Daziano, directeur de la stratégie et de l'innovation ;
- Gavin Graveson, directeur de la zone Europe du Nord ;
- Philippe Guitard, directeur de la zone Europe centrale et orientale ;
- Éric Haza, directeur des affaires juridiques ;
- Claude Laruelle, directeur général adjoint en charge des finances, du digital et des achats ;
- Anne Le Guennec, directrice de la zone Technologies de l'eau mondiales ;
- Christophe Maquet, directeur de la zone Asie - Pacifique ;
- Gustavo Migues, directeur de la zone Ibérie et Amérique latine ;
- Jean-François Nogrette, directeur de la zone France et déchets spéciaux Europe ;
- Laurent Obadia, directeur général adjoint en charge des parties prenantes et de la communication, et conseiller du président ;
- Helman le Pas de Sécheval, secrétaire général ;
- Frédéric Van Heems, directeur de la zone Amérique du Nord.

Par ailleurs, un comité de direction réunit tous les trimestres, l'ensemble des fonctions et géographies du Groupe afin de partager et de s'engager sur les enjeux et les perspectives du Groupe. À la date du présent rapport de gestion, ce comité est composé de 37 membres dont les 14 membres du comité exécutif ; sa composition est accessible sur le site internet de Veolia (www.veolia.com).

¹ Hors les deux administrateurs représentant les salariés et l'administratrice représentant les salariés actionnaires en application des articles L. 225-27-1 et L. 22-10-7 du Code de commerce.

2

INFORMATIONS COMPTABLES ET FINANCIÈRES

2 Informations comptables et financières

2.1 CHIFFRES CLÉS

Les **chiffres clés du Groupe** sont présentés conformément aux définitions telles que décrites dans la publication des comptes au 31 décembre 2023 (se référer au chapitre 5.1 - Définitions).

(en millions d'euros)	31 mars 2023	31 mars 2024	Variations 2024 / 2023		
			en courant	à change constant	à périmètre et change constants
Chiffre d'affaires	12 007	11 556	-3,8 %	-1,9 %	-1,7 %
EBITDA ⁽¹⁾	1 574	1 624	3,2 %	6,9 %	5,7 %
EBIT Courant ⁽²⁾⁽³⁾	788	843	7,0 %	12,3 %	11,1 %
Investissements industriels nets	-894	-915			
Free cash-flow net	-482	-673			
Endettement financier net à la clôture ⁽⁴⁾	-18 727	-18 997			

(1) Les définitions des indicateurs sont indiquées dans la section 5.1 infra.

(2) Y compris la quote-part de résultat net courant des co-entreprises et entreprises associées.

(3) Retraité des amortissements des actifs réévalués, identifiés dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix d'acquisition de Suez, soit 56 millions d'euros au 31 mars 2023 et 52 millions d'euros au 31 mars 2024, comme défini dans la section 5.1 infra.

(4) L'endettement financier net exclut la réévaluation des passifs financiers dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix d'acquisition de Suez comme défini dans la section 5.1 infra.

Les **principaux impacts de change** entre le 31 mars 2024 et le 31 mars 2023 sont les suivants :

Impact change au 31 mars 2024 (vs au 31 mars 2023)	%	(en millions d'euros)
Chiffre d'affaires	-1,9 %	-228
EBITDA	-3,7 %	-58
EBIT Courant	-5,3 %	-42
Endettement financier net ⁽¹⁾	-0,4 %	81

(1) Y compris variation de juste valeur.

2.2 CHIFFRE D'AFFAIRES DU GROUPE

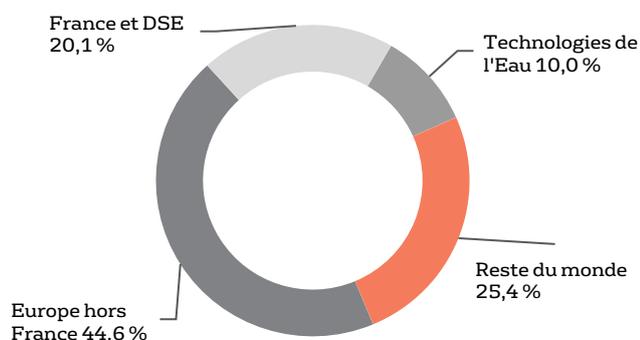
2.2.1 Chiffre d'affaires par segment opérationnel

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'élève à 11 556 millions d'euros au 31 mars 2024, contre 12 007 millions d'euros au 31 mars 2023. Il varie de -1,7% à périmètre et change constants et de +3,9% hors effet prix des énergies, qui impacte majoritairement l'Europe hors France.

(en millions d'euros)	31 mars 2023	31 mars 2024	Variations 2024 / 2023		
			en courant	à change constant	à périmètre et change constants
France et déchets spéciaux Europe	2 354	2 318	-1,6 %	-1,6 %	2,7 %
Europe hors France	5 664	5 147	-9,1 %	-10,0 %	-10,8 %
Reste du monde	2 924	2 932	0,3 %	7,6 %	6,2 %
Technologies de l'Eau	1 059	1 156	9,2 %	15,3 %	15,3 %
Autres	5	4	-	-	-
GROUPE	12 007	11 556	-3,8 %	-1,9 %	-1,7 %

La répartition du chiffre d'affaires au 31 mars 2024 par segment opérationnel est la suivante :

Chiffre d'affaires au 31 mars 2024 :
11 556 M€



Par rapport au 31 mars 2023, le chiffre d'affaires au 31 mars 2024 varie de -1,7 % à périmètre et change constants. Il est en forte progression sur le segment des Technologies de l'Eau, en croissance soutenue sur le segment Reste du monde et en croissance modérée sur la France et Déchets Spéciaux Europe, alors qu'il diminue sur le segment Europe hors France en raison de la baisse des prix de l'énergie comparativement à 2023 :

- Technologies de l'Eau +15,3 %,
- Reste du monde +6,2 %,
- France et déchets spéciaux Europe +2,7 %, et
- Europe hors France -10,8 %, et +1,0% hors prix des énergies.

Le chiffre d'affaires de **France et déchets spéciaux Europe** s'élève à 2 318 millions d'euros et affiche une croissance organique de +2,7 % comparé au 31 mars 2023 :

- Le chiffre d'affaires de l'**Eau France** de 711 millions d'euros progresse de +4,4 %, principalement grâce à l'effet positif des révisions tarifaires de +4,6 % et de volumes en hausse de +0,5%.
- Le chiffre d'affaires de l'activité **Déchets France** s'élève à 733 millions d'euros et augmente de +3,4 % en raison de l'effet positif des indexations et révisions tarifaires et malgré des volumes peu dynamiques.
- Le chiffre d'affaires de l'activité **déchets spéciaux Europe** s'élève à 556 millions d'euros, en augmentation de +2,6 %, impacté principalement par l'augmentation des tarifs dans les activités

maintenances assainissement, qui compense l'effet de la baisse du cours des huiles. Les volumes du premier trimestre sont globalement résilients par rapport à 2023.

Le chiffre d'affaires de l'**Europe hors France** atteint 5 147 millions d'euros au 31 mars 2024 en croissance organique de -10,8 %, en raison de la baisse des prix des énergies comparativement à 2023. Hors effet prix des énergies, le chiffre d'affaires augmente de +1,0%.

- En **Europe centrale et orientale**, le chiffre d'affaires s'établit à 3 244 millions d'euros, en baisse de -16,2%, fortement impacté par la baisse du prix des énergies, et dans une moindre mesure par un effet climat défavorable (-40 millions d'euros) en raison d'un hiver plus doux que l'année dernière.
- En **Europe du Nord**, le chiffre d'affaires de 1 020 millions d'euros progresse de +2,8 %. Cette augmentation s'explique principalement par l'évolution du chiffre d'affaires au **Royaume-Uni**, en hausse de +5,6 % à périmètre et change constants, principalement sur l'activité déchets qui bénéficie de l'indexation des tarifs et de la hausse des volumes traités notamment en incinération grâce à une très bonne disponibilité des outils.
- En **Ibérie**, le chiffre d'affaires s'élève à 613 millions d'euros, en léger recul de -0,6 %. Il est négativement impacté par la baisse du prix des énergies, compensés par des hausses tarifaires et une augmentation de l'activité travaux sur les activités eau.
- L'**Italie** génère un chiffre d'affaires de 270 millions d'euros, en diminution de -7,1 %, principalement en raison de la baisse des prix de l'énergie, sans impact sur la marge du fait de la baisse parallèle des coûts d'achat de l'énergie.

Le chiffre d'affaires du **Reste du monde** atteint 2 932 millions d'euros, en croissance organique de +6,2 %, en progression sur l'ensemble des géographies, hors Asie :

- Le chiffre d'affaires s'élève à 473 millions d'euros en **Amérique latine** et augmente de +24,0 %, porté notamment par de bons volumes de déchets notamment au Brésil et en Colombie, l'effet des révisions tarifaires sur les activités eau au Chili et l'impact de l'hyperinflation qui affecte l'Argentine (compensée par ailleurs par la dévaluation du peso argentin).
- En **Afrique Moyen-Orient**, l'activité génère 385 millions d'euros de chiffre d'affaires, en augmentation de +4,1 %, tiré principalement par la croissance des services énergétiques au Moyen Orient, ainsi que par la progression de l'activité au Maroc.
- En **Amérique du Nord**, le chiffre d'affaires s'établit à 784 millions d'euros, en hausse de +3,8 %. L'activité Déchets dangereux affiche une bonne dynamique, avec des tarifs et des volumes en hausse. L'activité Eau bénéficie de hausses tarifaires, ainsi que de volumes en hausse de 3% sur l'activité « eau régulée ».

- Le chiffre d'affaires en **Asie** s'élève à 638 millions d'euros, en baisse de -3,8 %, principalement en raison d'une activité inférieure des usines de traitement de déchets dangereux en Chine et en Inde. Ces effets sont partiellement compensés par une bonne dynamique commerciale dans l'efficacité énergétique à Hong Kong (+10,0%), dans l'énergie en Chine et dans l'eau au Japon (+4,7%).
- Dans le **Pacifique**, le chiffre d'affaires de 494 millions d'euros est en hausse de +8,5 %, principalement grâce à l'effet des révisions tarifaires et des volumes de déchets traités en augmentation, ainsi qu'à une bonne dynamique de la maintenance industrielle.

L'activité **Technologies de l'Eau** génère un chiffre d'affaires de 1 156 millions d'euros, en progression de +15,3 %, portée par la croissance de WTS dans les activités Systèmes d'Ingénierie et Solutions Chimiques, ainsi que par la croissance de VWT dans ses activités Services et Technologies. Le montant de prise de commandes de l'activité Technologies de l'Eau⁽ⁱ⁾ enregistré au 31 mars 2024 s'élève à 1 025 millions d'euros, en forte augmentation par rapport au 31 mars 2023 (785 millions d'euros), soit une hausse de 31%.

2.2.2 Chiffre d'affaires par métier

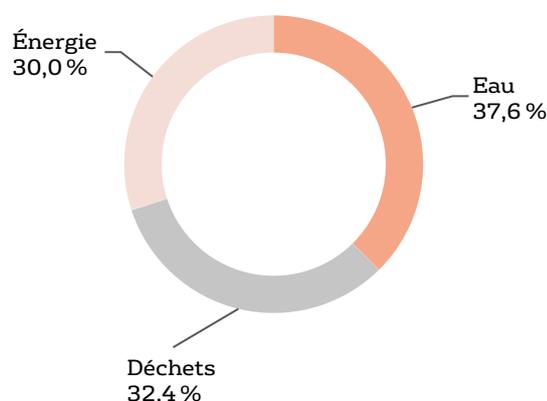
Par rapport au 31 mars 2023, le chiffre d'affaires par métier varie de -1,7 % à périmètre et change constants. Hors effet prix des énergies, le chiffre d'affaires augmente de +3,9 %. L'évolution du chiffre d'affaires par métier s'explique comme suit :

- la progression des activités **Eau** en hausse de +6,5 % portée par la hausse de l'activité Eau exploitation (+3,8 %) et la croissance des activités Technologie et Construction (+12,7 %) ;
- la croissance de l'activité **Déchets** de +5,5 % ;
- la variation de l'**Énergie** de -16,5 % ; hors prix des énergies et effet climat, le chiffre d'affaires de l'Énergie est en hausse (+1,1% par rapport au 31 mars 2023).

(en millions d'euros)	31 mars 2023	31 mars 2024	en courant	Variations 2024 / 2023	
				à change constant	à périmètre et change constants
Eau	4 270	4 343	1,7 %	4,9 %	6,5 %
dont Eau exploitation	2 961	3 021	2,1 %	4,4 %	3,8 %
dont Technologie et Construction	1 310	1 322	0,9 %	5,9 %	12,7 %
Déchets	3 603	3 746	4,0 %	6,9 %	5,5 %
Énergie	4 133	3 468	-16,1 %	-16,4 %	-16,5 %
GROUPE	12 007	11 556	-3,8 %	-1,9 %	-1,7 %

La répartition du chiffre d'affaires par métiers au 31 mars 2024 est la suivante :

Chiffre d'affaires au 31 mars 2024 : 11 556 M€



Les principales variations de chiffre d'affaires par métier à périmètre et change constants par rapport au 31 mars 2023 s'analysent comme suit.

Chiffre d'affaires Eau

Le chiffre d'affaires de l'activité **Eau** progresse de +6,5 %. Le chiffre d'affaires de l'**Eau Exploitation** progresse de +3,8 %, avec des hausses tarifaires sur l'ensemble des géographies, un bon niveau d'activité travaux, et des volumes bien orientés principalement en Europe centrale et orientale (+4,2%), aux Etats-Unis (+3%), au Maroc (+2,4%). En France et en Espagne, les volumes sont stables.

Le chiffre d'affaires **Technologie et Construction** est en progression de +12,7 %, porté principalement par les activités Technologies de l'Eau.

Chiffre d'affaires Déchets

Le chiffre d'affaires de l'activité **Déchets** progresse de +5,5 %. Il bénéficie de révisions tarifaires favorables (+4,6 %), qui compensent l'impact de la baisse du prix des matières recyclées (-0,7 % sur le chiffre d'affaires) constatée principalement en Europe du Nord. L'effet commerce/volume/travaux est positif (+1,2 %), marqué par des volumes en hausse, particulièrement au Royaume Uni et en Australie, et une hausse de l'activité déchets dangereux en dehors de l'Asie.

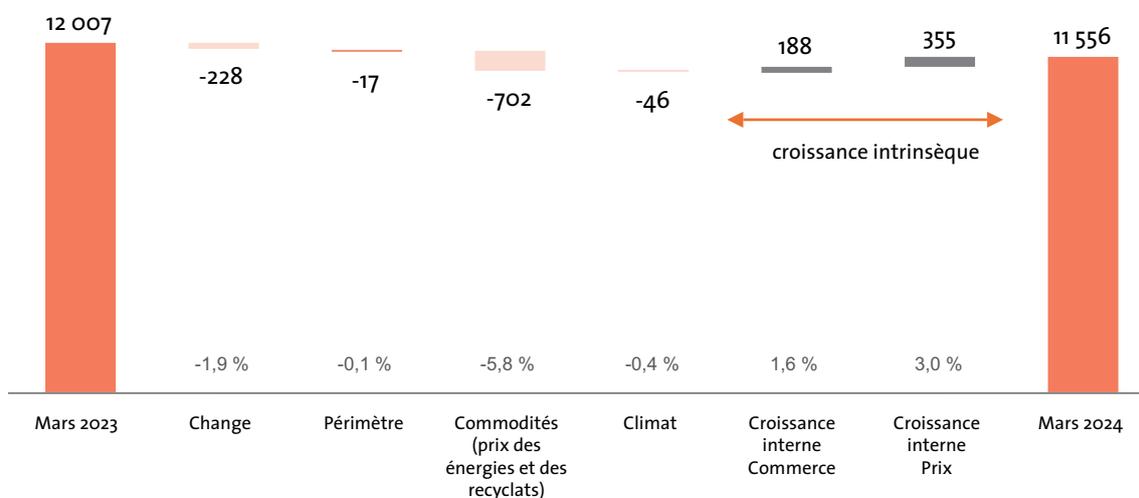
Chiffre d'affaires Énergie

Le chiffre d'affaires de l'activité **Énergie** varie de -16,5 % en raison de la baisse des prix de l'énergie. L'effet climat, défavorable sur le premier trimestre 2024, s'élève à -1,0 % sur le chiffre d'affaires en raison d'un hiver plus doux. Le chiffre d'affaires des services énergétiques bénéficie d'une bonne activité commerciale en Europe (Italie, Belgique), au Moyen Orient et à Hong-Kong.

⁽ⁱ⁾ Pour les activités Projets et Produits.

2.2.3 Analyse de la variation du chiffre d'affaires Groupe

La variation du chiffre d'affaires s'élève à -1,7 % à périmètre et change constant, et à +3,9 % hors prix des énergies. Elle peut s'analyser comme suit :



L'effet change de -228 millions d'euros (-1,9 %) reflète principalement la dépréciation des devises argentine, chilienne, tchèque et australienne, partiellement compensée par une appréciation sur les devises polonaise et britannique⁽ⁱ⁾.

L'effet périmètre de -17 millions d'euros (-0,1%) comprend principalement l'impact de la cession de la SADE en date du 29 février 2024, partiellement compensé par l'acquisition de Hofmann (Allemagne) au premier trimestre 2024, et par l'entrée de périmètre de la Lydec (Maroc) en date du 25 janvier 2023.

L'impact des commoditys (correspondant à l'évolution des prix des énergies et des recyclats) s'élève à -702 millions d'euros (-5,8 %), sous l'effet de la baisse des tarifs des énergies (-679 millions d'euros), principalement en Europe centrale et orientale, et de la baisse des prix des recyclats (-24 millions d'euros), provenant majoritairement du plastique.

L'effet climat s'élève à -46 millions d'euros (-0,4 %), essentiellement sur l'Europe centrale et orientale dont l'activité énergie est impactée par un hiver plus doux qu'en 2023.

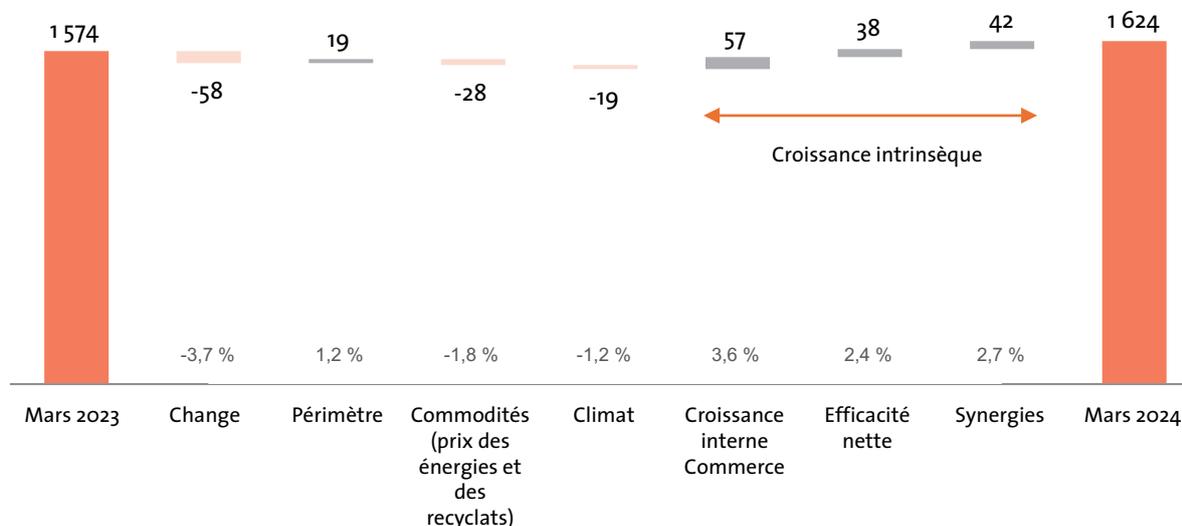
La croissance intrinsèque est portée par des effets commerces et prix positifs. L'effet Commerce / Volumes / Travaux s'élève à +188 millions d'euros (+1,6%) porté par une bonne dynamique commerciale, des volumes d'eau bien orientés, la progression des travaux réalisés, ainsi que par la croissance des activités Technologies de l'Eau. Les effets prix favorables représentent +355 millions d'euros (+3,0%) et sont principalement liés aux révisions tarifaires évaluées à +4,6 % dans les déchets, et +3,6 % dans l'eau.

⁽ⁱ⁾ Principaux impacts change par devises : peso argentin (-159 millions d'euros), peso chilien (-40 millions d'euros), la couronne tchèque (-33 millions d'euros) et le dollar australien (-26 millions d'euros), compensés par le zloty polonais (+84 millions d'euros) et la livre sterling (+23 millions d'euros).

2.3 EBITDA DU GROUPE

Au 31 mars 2024, l'EBITDA consolidé du Groupe s'élève à 1 624 millions d'euros, contre 1 574 millions d'euros au 31 mars 2023, en croissance de +5,7 % par rapport au 31 mars 2023 à périmètre et change constants. L'EBITDA bénéficie de la croissance du chiffre d'affaires de +3,9% hors effet prix des énergies et des programmes d'efficacité opérationnelle (88 millions d'euros de gains générés sur le trimestre), ainsi que des synergies générées suite à l'intégration de Suez (42 millions d'euros sur le premier trimestre).

Par effet, l'évolution de l'EBITDA entre mars 2023 et mars 2024 peut s'analyser comme suit :



L'impact change sur l'EBITDA s'élève à -58 millions d'euros (-3,7 %). Il reflète principalement la dépréciation des devises argentine, chilienne, et tchèque, partiellement compensée par une appréciation de la devise polonaise⁽ⁱ⁾.

L'effet périmètre de +19 millions d'euros (+1,2%) comprend principalement l'impact de l'acquisition de Hofmann (Allemagne) au premier trimestre 2024, et l'effet de l'entrée de périmètre de la Lydec (Maroc) en date du 25 janvier 2023, partiellement compensé par la cession de la SADE en date du 29 février 2024.

Des facteurs externes impactent négativement l'EBITDA :

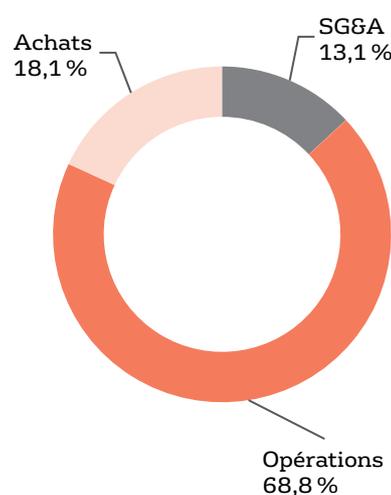
- L'évolution des **prix des commodités** (énergies et matières recyclées) a un impact net défavorable sur l'EBITDA à hauteur de -28 millions d'euros (-1,8%), lié principalement à la baisse des prix de vente de l'énergie nette de la baisse des coûts d'achat, pour -19 millions d'euros, et à la baisse des prix des matières recyclées (-9 millions d'euros), principalement en Europe du Nord.
- L'**impact climat** est de -19 millions d'euros (-1,2%) principalement sur l'Europe centrale et orientale, affectée par un hiver plus doux qu'en 2023.

La croissance interne est portée par des effets Commerce / Volumes / Travaux favorables et par les gains d'efficacité générés par le Groupe, qu'il retient à hauteur de 43%.

- Les **effets Commerce / Volumes / Travaux** sont favorables à hauteur de +57 millions d'euros (+3,6%) et résultent de l'effet positif sur le chiffre d'affaires.
- L'**efficacité** nette des gains partagés avec les clients, des renégociations de contrats et d'effets de décalage sur la réperçusion des coûts génère 38 millions d'euros (+2,4%) d'EBITDA supplémentaires en 2024. Elle représente un taux de rétention de 43% des gains générés par le Groupe dans le cadre du plan d'efficacité.

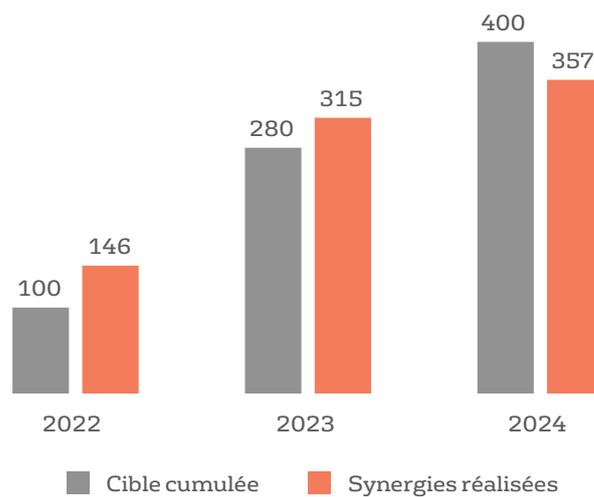
Les gains générés par le **plan d'efficacité** contribuent à hauteur de 88 millions d'euros au premier trimestre 2024, en ligne avec l'objectif fixé à 350 millions d'euros pour 2024. Le plan porte principalement sur l'efficacité opérationnelle (à hauteur de 69 %) et les achats (18 %), et concerne l'ensemble des géographies : la France et les déchets spéciaux Europe (23 %), l'Europe hors France (40 %), le Reste du monde (32 %), et les Technologies de l'Eau (5 %).

Plan d'efficacité : 88 M€



⁽ⁱ⁾ Principaux impacts de change par devises : peso argentin (-29 millions d'euros), peso chilien (-20 millions d'euros), la couronne tchèque (-10 millions d'euros), compensés par le zloty polonais (+12 millions d'euros).

Les **synergies** réalisées suite à l'intégration de Suez s'élèvent à 42 millions d'euros. Cumulées aux synergies déjà réalisées en 2022 et 2023, elles s'élèvent à 357 millions d'euros, en avance par rapport à l'objectif de 400 millions d'euros cumulés à fin 2024, en particulier grâce aux économies d'échelles réalisées sur les achats.

Synergies cumulées : 357 M€

2.4 AUTRES ÉLÉMENTS DU COMPTE DE RÉSULTAT

2.4.1 EBIT courant

L'EBIT courant du Groupe au 31 mars 2024 s'établit à 843 millions d'euros, en progression à périmètre et change constants de +11,1 % par rapport au 31 mars 2023. Les éléments de passage de l'EBITDA à l'EBIT courant sont les suivants :

(en millions d'euros)	31 mars 2023	31 mars 2024
EBITDA	1 574	1 624
Dépenses de renouvellement	-68	-72
Amortissements (*)	-736	-762
Provisions, plus ou moins values de cessions d'immobilisations, et autres	-10	31
Quote-part du résultat net courant des co-entreprises et entreprises associées	28	22
EBIT Courant	788	843

(*) Y compris remboursement des actifs financiers opérationnels, hors allocation du prix d'acquisition de Suez.

La progression de l'EBIT courant par rapport au 31 mars 2023 à périmètre et change constants s'élève à +88 millions d'euros (+11,1 %), et s'explique principalement par :

- une forte croissance de l'EBITDA (+89 millions d'euros à périmètre et change constants) ;
- une hausse des amortissements⁽ⁱ⁾, y compris le remboursement des actifs financiers opérationnels (-35 millions d'euros à périmètre et change constants), principalement liée à l'Europe centrale et orientale (notamment Ouzbékistan) ;
- l'impact positif du poste provisions nettes des plus-values de cessions d'immobilisations (+39 millions d'euros à périmètre et change constants), en raison de la variation des provisions et des plus-values de cessions industrielles ;
- une baisse de la quote-part de résultat net sur les co-entreprises de -6 millions d'euros à périmètre et change constants, en raison d'un produit non récurrent au premier trimestre 2023.

L'effet change sur l'EBIT courant est négatif de -42 millions d'euros et reflète principalement la variation des devises argentine (-23 millions d'euros) et chilienne (-17 millions d'euros).

⁽ⁱ⁾ Hors allocation du prix d'acquisition de Suez.

3

FINANCEMENT

3 Financement

3.1 ÉVOLUTION DU FREE CASH-FLOW ET DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

Le **free cash-flow net** avant investissements financiers et dividendes s'établit à -673 millions d'euros au 31 mars 2024 et varie de -191 millions d'euros par rapport au 31 mars 2023 (-482 millions d'euros).

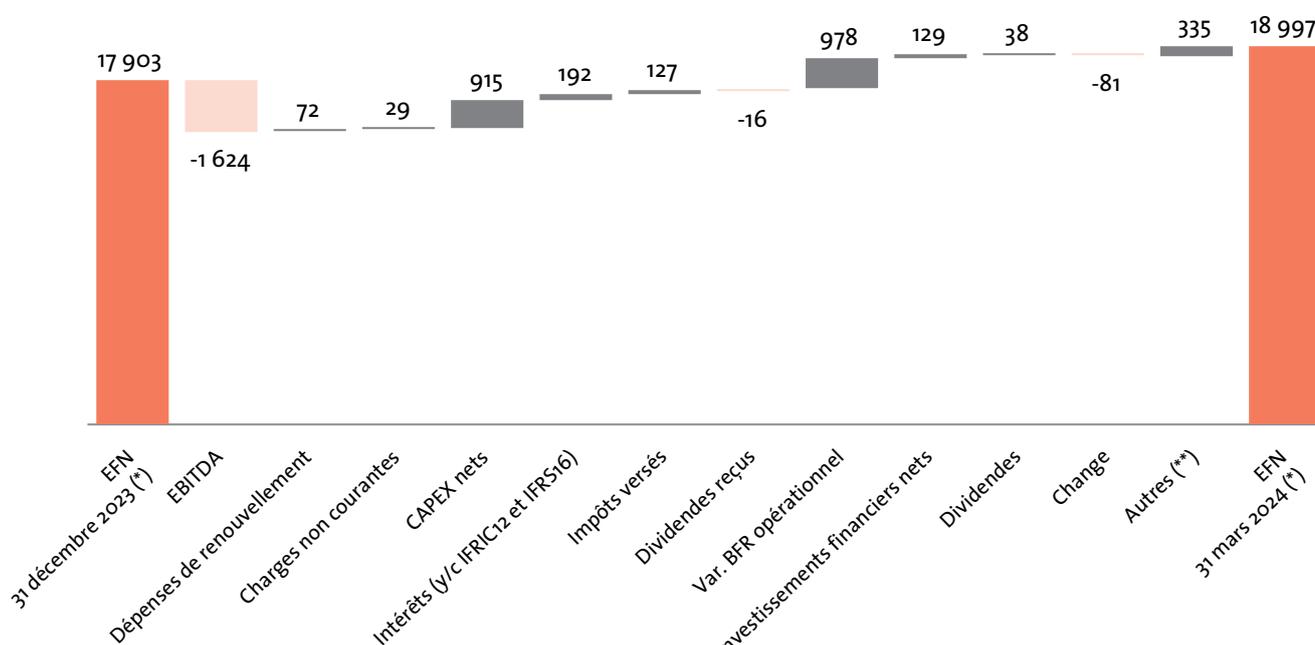
L'évolution du free cash-flow net par rapport au 31 mars 2023 s'explique par :

- L'augmentation de l'EBITDA portée par la croissance organique des activités et les gains générés par les plans d'efficacité opérationnelle et commerciale ainsi que par les synergies ;
- Des investissements industriels nets de -915 millions d'euros contre -894 millions d'euros au 31 mars 2023. Cette augmentation s'explique par la hausse des investissements bruts de 16 millions d'euros, principalement en raison des projets de décarbonation en cours de réalisation en Europe centrale et orientale ;
- La variation du besoin en fonds de roulement opérationnel qui se dégrade de -149 millions d'euros par rapport au 31 mars 2023, impacté notamment par des effets de calendrier défavorables et des décaissements plus importants qu'au premier trimestre 2023 au titre des redevances de l'eau reversées aux collectivités et des achats de quotas de CO₂ ;
- La variation des frais financiers de -60 millions d'euros par rapport au 31 mars 2023, qui provient principalement d'un produit non récurrent au premier trimestre 2023 et de l'évolution du solde des charges financières variables et des produits de trésorerie.

L'**endettement financier net** s'établit à 18 997 millions d'euros au 31 mars 2024 contre 17 903 millions d'euros au 31 décembre 2023. Par rapport au 31 décembre 2023, la variation de l'endettement financier net s'explique principalement par les éléments suivants :

- le free cash-flow net du trimestre à hauteur de -673 millions d'euros impacté notamment par la saisonnalité du Besoin en fonds de roulement en hausse sur le premier trimestre (-978 millions d'euros) ;
- des investissements financiers nets à hauteur de -129 millions d'euros suite à l'acquisition du Groupe Hofmann GmbH et à la cession de la filiale SADE (voir 1.4.2 Opérations de périmètre) ;
- le remboursement de la dette hybride y compris coupons pour -209 millions d'euros.

L'endettement financier net est par ailleurs impacté par un effet de change et de variation de juste valeur favorable de 81 millions d'euros au 31 mars 2024.



*EFN hors impact de la réévaluation de la dette comptabilisée dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition de Suez, voir 5.1 infra.

** Dont 209 millions d'euros de remboursement de la dette hybride y compris coupons.

4

AUTRES ÉLÉMENTS

4 Autres éléments

4.1 PERSPECTIVES

Perspectives 2024 confirmées

Au regard des très bons résultats du 1er trimestre 2024, la guidance 2024 est pleinement confirmée :

- solide croissance organique ⁽¹⁾ ⁽²⁾ du chiffre d'affaires ;
- Économies de coûts supérieures à 350 millions d'euros auxquelles s'ajoutent de nouvelles synergies attendues pour un montant cumulé supérieur à 400 millions d'euros fin 2024, en ligne avec l'objectif de 500 millions d'euros cumulés ;
- Croissance organique ⁽¹⁾ de l'EBITDA de +5 % à +6 % ;
- Résultat net courant part du Groupe supérieur à 1,5 milliard d'euros ⁽³⁾ ;
- Leverage ratio attendu inférieur à 3x ⁽³⁾ ;
- Croissance du dividende en ligne avec celle du bénéfice net courant par action.

⁽¹⁾ À périmètre et change constant.

⁽²⁾ Hors prix des énergies.

⁽³⁾ Hors PPA Suez.

5

ANNEXES

5 Annexes

5.1 DÉFINITIONS

Aucune modification n'est intervenue depuis l'établissement des comptes au 31 décembre 2023 dans la définition des indicateurs financiers non Gaap utilisés par le Groupe.

5.1.1 Indicateurs non strictement comptables (« non GAAP »)

L'expression « **variation à change constant** » recouvre la variation résultant de l'application des taux de change de la période précédente sur l'exercice actuel, toutes choses restant égales par ailleurs.

L'indicateur **EBITDA** consiste en la somme de l'ensemble des produits et charges opérationnels encaissés et décaissés (à l'exclusion des charges de restructuration, des pertes de valeur du besoin en fonds de roulement non courantes, des dépenses de renouvellement et des coûts d'acquisition et frais de cession sur titres) et des remboursements d'actifs financiers opérationnels.

La **marge d'EBITDA** est définie comme étant le ratio EBITDA/Chiffre d'affaires.

Pour obtenir l'**EBIT courant** (qui comprend la quote-part de résultat net courant des co-entreprises et des entreprises associées), sont exclus du Résultat Opérationnel les éléments suivants :

- les dépréciations de goodwill des filiales contrôlées et des entités mises en équivalence ;
- les charges de restructuration ;
- les provisions et pertes de valeur non courantes ;
- les dépréciations non courantes et/ou significatives d'actifs immobilisés (corporels, incorporels et actifs financiers opérationnels) ;
- les amortissements des actifs réévalués dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix d'acquisition de Suez ;
- les coûts d'acquisitions de titres.

Les **investissements industriels nets** tels que pris en compte dans le tableau de variation de l'EFN incluent les investissements industriels (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, et nouveaux actifs financiers opérationnels), nets des cessions industrielles.

Le Groupe dissocie dans ses investissements :

- les investissements de maintenance qui correspondent aux investissements de renouvellement de matériels et d'installations exploitées par le Groupe ;
- les investissements de croissance qui correspondent globalement aux investissements embarqués au sein de nos contrats existants et de défense de portefeuille ;
- enfin les investissements dits de croissance discrétionnaires consécutifs généralement à un nouveau contrat ou projet ou encore à une extension significative d'un contrat ou d'un projet existant.

Ces dernières catégories correspondant à des investissements de croissance.

Les **investissements financiers nets** tels que pris en compte dans le tableau de variation de l'EFN correspondent aux investissements financiers diminués des cessions financières.

Les investissements financiers comprennent les acquisitions d'actifs financiers y compris l'endettement net des sociétés entrantes, et les acquisitions partielles résultant des transactions entre actionnaires ne modifiant pas le contrôle.

Les cessions financières incluent les cessions d'actifs financiers y compris l'endettement net des sociétés sortantes, les cessions partielles résultant des transactions entre actionnaires ne modifiant pas le contrôle, ainsi que les augmentations de capital souscrites par les minoritaires.

Le **free cash-flow net** correspond au free cash-flow des activités poursuivies i.e. la somme de l'EBITDA, des dividendes reçus, de la variation du besoin en fonds de roulement opérationnel, de la capacité d'autofinancement financière, moins les frais financiers nets, les investissements industriels nets, les impôts versés, les dépenses de renouvellement, les charges de restructuration et les autres charges non courantes.

L'**endettement financier net (EFN)** représente la dette financière brute (dettes financières non courantes, courantes et trésorerie passive) qui inclut la dette locative IFRS16, nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des actifs liquides et des actifs liés au financement et y compris réévaluation des dérivés de couverture de la dette. Les actifs liquides sont des actifs financiers composés de fonds ou de titres de maturité initiale supérieure à trois mois, facilement convertibles en trésorerie, et gérés dans le cadre d'un objectif de liquidité tout en conservant un faible risque en capital. L'endettement financier net exclut l'impact net de la réévaluation de la dette comptabilisé dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix d'acquisition de Suez.

Pour les autres indicateurs, se référer au paragraphe 5.5.2 du document d'enregistrement universel 2023.

Ressourcer le monde

Veolia Environnement

Société anonyme au capital de 3 630 742 570 euros

403 210 032 RCS Paris

Siège administratif :

30, rue Madeleine Vionnet - 93300 Aubervilliers - France

Tél. : +33 (0)1 85 57 70 00

Siège social :

21, rue La Boétie - 75008 Paris - France

www.veolia.com